

Vingt ans, jour pour jour, après l'explosion de la centrale nucléaire, radioactivité et conséquences sanitaires dues n'ont pas disparu en Aveyron

## À l'ombre du nuage Tchernobyl



Photo prise d'hélicoptère, en avril 1986, quelques heures après l'explosion du réacteur 4 de la centrale. AFP

Samedi 26 avril 1986 au petit matin, un des réacteurs de la centrale nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine, explose. Il faudra quelques jours au Kremlin pour transmettre l'information, Mickaël Gorbatchev lui-même devra patienter 48 heures pour être correctement informé. Bilan officiel « soviétique » de la catastrophe : 56 morts. Vingt ans plus tard, on parle de 4 000 morts, de 66 000 ou de 93 000. On mesure mal le nombre des victimes, et pour cause : l'ennemi, la radioactivité, est invisible. Mais les conséquences radioactives dues à l'explosion de Tchernobyl vont être 100 fois supérieures à celles des deux bombes d'Hiroshima. La catastrophe aurait pu être pire, tout raser à 350 km à la ronde et rendre difficiles les conditions de vie en Europe.

Durant 10 jours, le réacteur n° 4 de la centrale nucléaire ukrainienne va cracher dans l'atmosphère un « nuage » empli d'iode 131, de césium 134 et 137 et (ce n'est pas une blague) de ruthénium 103 et 106. Le

nuage était déjà sur l'Europe de l'Ouest quand ses habitants connaissaient à peine la nouvelle. D'abord la Scandinavie, puis traverser les pays du Sud dont la France, deux fois : par l'Est et l'Alsace, puis par le Sud et la Corse.

Le gouvernement français nierait d'abord que le nuage ait touché le pays, mais devra l'admettre, lui aussi, quelques jours plus tard. Le jour du ou des nuages, les alarmes de centrales nucléaires sonnent un peu partout sur tout l'Hexagone, dont celle de Cruas, dans l'Ardèche, à 130 km à vol d'oiseau (ou de nuage) de l'Aveyron. On s'aperçoit que le taux de radioactivité anormalement élevé ne provient pas d'un quelconque problème à l'intérieur des centrales, mais d'en dehors, de l'air. Le nuage est bien passé en France, mais aucune mesure n'est prise par le gouvernement de Jacques Chirac, alors Premier ministre, pour protéger la population des risques d'une contamination radioactive : à peine les épinards d'Alsace seront-ils interdits une dizaine de

jours. Ensuite, c'est le silence, jusqu'en 1997 et la découverte de deux sangliers radioactifs dans les Vosges : le nuage de Tchernobyl ne s'est pas contenté de passer au-dessus de la France. Dans une certaine mesure, il s'y est posé.

Plus de dix ans plus tard, on s'aperçoit aussi que les maladies de la thyroïde augmentent de façon spectaculaire, mais l'on ne reconnaît pas une relation entre le développement de cette pathologie et l'explosion de Tchernobyl. Où là-bas sévit une épidémie de cancers de la thyroïde. Ici, nous n'avons « reçu » qu'un centième de ce que les enfants de Biélorussie, par exemple, ont reçu. En 1997, l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) publie les premières cartes de dépôts de césium sur le territoire français, en classant les zones de contamination de 1 à 4. L'Aveyron est en zone 3, le Gard en zone 1 (la plus contaminée), l'Hérault, la Lozère ou encore le Cantal en zone 2. Mais le nuage ne s'est pas dilué aux frontières de l'Aveyron. En 2003,

une carte plus précise (avec des degrés de contamination paradoxalement en hausse par rapport à ceux de 1997), la première carte officielle, montre que ce sont les reliefs qui sont le plus touchés. Et en Aveyron l'Aubrac et en particulier le Carladéz, le Lévêzou et le Sud. En avril 2006, nouvelle carte qui n'apporte rien. En 1986, les autorités françaises possédaient sur la contamination « des chiffres qui ne peuvent être divulgués ». En 2005, un rapport d'expertise indique que plusieurs relevés établis en France révèlent des valeurs comparables à celles de « certains territoires proches de la centrale de Tchernobyl » entre avril et juin 1986.

Et dans les salles d'attente des médecins, comme aux guichets de la Sécu, en Aveyron comme en France, on s'étonne de la fréquence de malades de la thyroïde. Officiellement toujours, l'impact de la catastrophe de Tchernobyl n'a pas eu de conséquence notable sur la santé des Français. Si le taux de dérèglements thyroïdiens constatés est en hausse, c'est parce que la prévention est meilleure. Le 21 avril 2006, le ministère de la Santé enfonce le clou. Le taux d'augmentation des cancers de la thyroïde (4 000 nouveaux cas chaque année en France, et 430 décès) est comparable aux voisins d'Europe de l'Ouest (eux aussi sous le nuage), dit-il, ou encore aux États-Unis (par ailleurs plus gros pollueurs de la planète). Les malades de la thyroïde, réunis en associations, ne souhaitent qu'une chose : être reconnus comme des victimes de Tchernobyl.

ENQUÊTE RÉALISÉE PAR  
LAURENT ROUSTAN

Sources de l'enquête : Centre Presse, AFP, Commission de recherches et d'informations indépendantes sur la radioactivité, Association française des malades de la thyroïde, Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, « La bataille de Tchernobyl » (de Thomas Jonhson, documentaire).

# La radioactivité est encore perceptible

## LA CENTRALE NUCLEAIRE DU LAC DE PARELOUP...

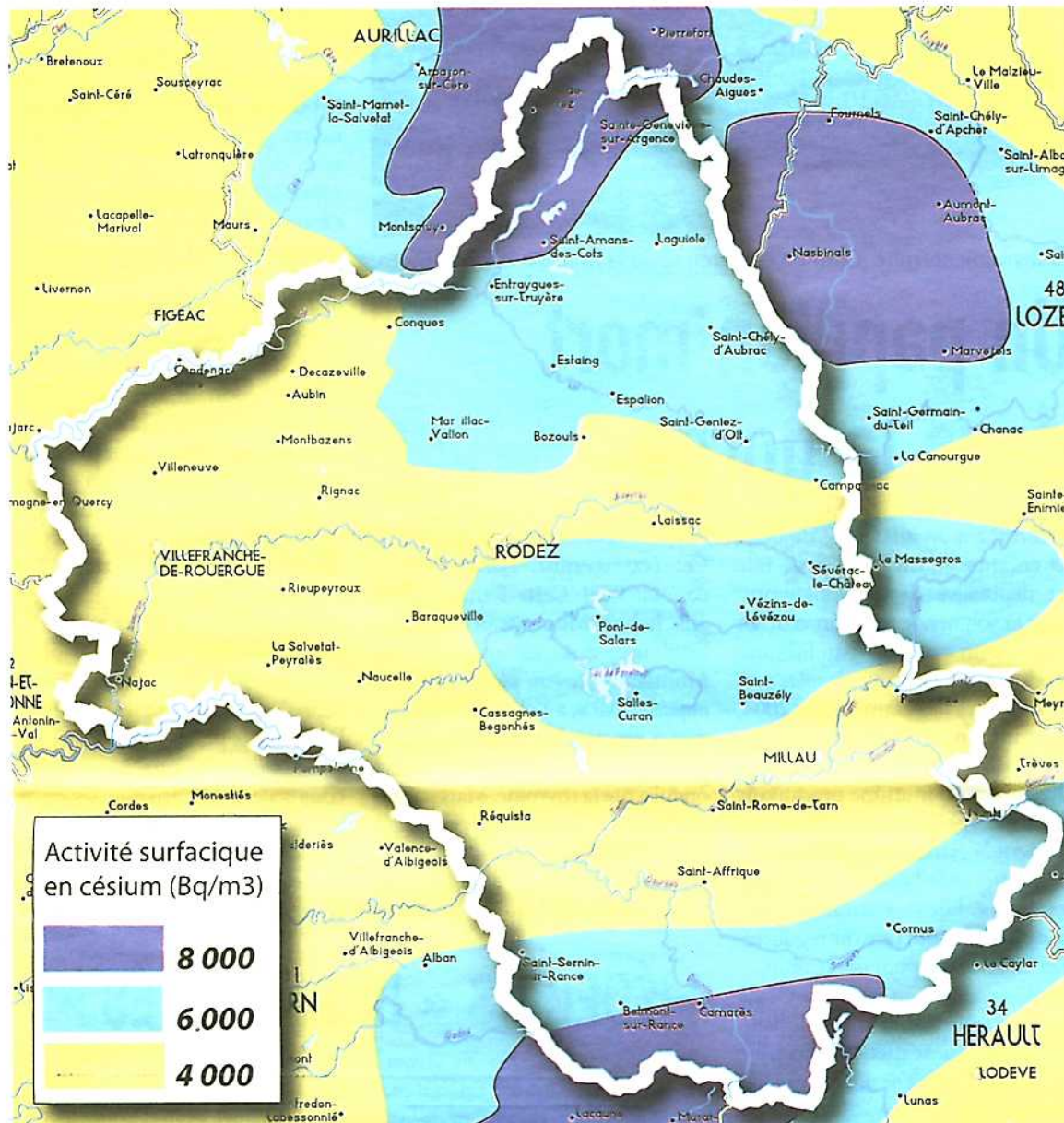
La mémoire collective semble avoir oublié ce projet. Aussi bien chez les habitants de la commune de Salles-Curan qu'à EDF... Et pourtant, il y a bel et bien eu un projet de centrale nucléaire de 600 mégawatts, sur les bords du lac de Pareloup. Un projet qui devait être réalisé au cours du VI<sup>e</sup> plan. EDF avait envisagé de lancer une enquête d'utilité publique en 1966-1967, portant à la fois sur la construction de l'usine et l'implantation d'une ligne à haute tension pour le transport de l'énergie. Tout était prévu : achat de 40 hectares de terrain pour l'usine et 10 hectares pour la construction des 150 villas devant abriter les futurs agents d'EDF. Cinq années de construction avec 1 000 ouvriers qui auraient été hébergés dans des cités pouvant ensuite être revendues à la commune pour en faire un village de vacances. Bien sûr, l'assurance qu'aucune radioactivité n'était à craindre avait été donnée. Cerise sur le gâteau, EDF avait même annoncé que la centrale réchaufferait l'eau du lac de Pareloup de 4 à 7 degrés. L'avenir touristique et économique de la région était assuré...

Le conseil municipal de Salles-Curan s'était félicité de cette installation et s'était prononcé en sa faveur, à l'unanimité. Il avait pris l'engagement de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour faciliter cette installation et avait même remercié EDF et les autorités nationales pour ce projet. C'était en 1966. Depuis, le projet est discrètement tombé à l'eau. Mais ce qui est étonnant est que certains élus avaient voté pour une centrale nucléaire alors qu'ils se sont élevés récemment contre le projet de parc éolien...

P.H.

Source : la Revue du Rouergue, janvier-mars 1966.

Lire la suite en page suivante



Carte des dépôts de césium 137 dus aux retombées des essais nucléaires dans l'atmosphère, en 2003. Studio C. P.

## LE MYSTÈRE DU CÉSIDIUM 137

L'ennemi invisible, aujourd'hui, c'est lui. Le césium 137 sera encore radioactif pendant 10 ans, mais pourrait contaminer les produits forestiers durant des dizaines d'années encore. Radioélément qui « n'existe pas à l'état naturel », il s'est déposé à fortes doses dans les endroits montagneux ou à fortes précipitations. L'explosion de Tchernobyl s'est produite un samedi matin. Durant ce week-end, pluies et neige ont frappé l'Aveyron (le 1<sup>er</sup> mai, l'on skiait encore sur l'Aubrac). Le césium 137 a contaminé tout, et tout le monde, à des degrés divers. Les champignons, mais aussi les céréales, le miel, le lait de vache et la viande de bœuf, comme le souligne le rapport pourtant conciliant de l'IPSN en 1997. Ou encore le miel ou le thym. Avec un effet maximum d'environ un an, mais dix ans plus tard, leur taux de contamination était

encore supérieur à la normale. La contamination de l'homme par le césium 137 se fait par ingestion dans 60 à 70 % des cas. Le 30 mai 1986, on décide d'une limite de commercialisation des produits contaminés de 600 Bq/kg (becquerels par kilo). Autorisés, commercialisés, mais contaminés. Or, une étude de l'association humanitaire « Les enfants de Tchernobyl », en partenariat avec le centre de médecine radioactive des sciences d'Ukraine, révèle que la contamination moyenne des Ukrainiens est de l'ordre de 73 Bq/kg. Huit fois moins que la norme admise pour les produits agricoles dans la communauté européenne. Aujourd'hui, on relève encore des taux de dépôts atteignant les 50 000 becquerels par mètre carré, surtout sur les sommets, mais des zones habitées vivent encore avec plus de 8 000 bq/m<sup>2</sup>.

